ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 35.062/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 13 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés et modifiant l'arrêté royal du 18 août 1964 relatif à la mise en vigueur et à l'exécution des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964", a donné le 5 juin 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 35.062/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 maart 2003 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het wetboek van vennootschappen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 augustus 1964 betreffende het inwerkingstellen en de uitvoering van de op 20 juli 1964 gecoördineerde wetten op het handelsregister", heeft op 5 juni 2003 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Examen du projet

Observation générale

Le projet d'arrêté royal soumis à l'avis de la section de législation est quasiment identique à celui qui a fait l'objet de l'avis 34.896/2, donné le 17 février 2003 [1]. Dans cet avis, la section de législation a notamment relevé ce qui suit :

"2. En tout état de cause, certaines dispositions du projet sont prématurées.

2.1. L'article 9, § 1er, en projet (article 4 du projet d'arrêté), envisage l'hypothèse où une personne morale n'est pas encore «immatriculée» (dans la version française du projet) dans la Banque-Carrefour des Entreprises et dépose pour la première fois un acte, un extrait d'acte, un procès-verbal ou un document destiné à être versé dans le dossier tenu au greffe du tribunal de commerce (visé à l'article 2 en projet). Dans ce cas, l'article 9, § 1er, en projet :

- énumère les données qui doivent être mentionnées lors de l'"immatriculation";
- charge le notaire instrumentant ou, à défaut, le greffe du tribunal de commerce de procéder à la demande d'"immatriculation" de la personne morale dans le registre des personnes morales de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Par ailleurs, l'article 9, § 3, en projet, charge ces derniers de procéder aux inscriptions modificatives des données enregistrées.

---

(1) Seuls les mots "immatriculation" et "est immatriculée" ont été remplacés par les mots "inscription" et "est inscrite" à l'article 4 du projet (article 9 en projet).

Envisagé sous ces différents aspects, l'article 9 en projet doit être confronté à l'article 7 de la loi du 16 janvier 2003. Cet article dispose ce qui suit :

«Après avis de la commission de coordination visée à l'article 26, le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les autorités, administrations et services qui sont chargés, en ce qui concerne les catégories d'entreprises qu'Il détermine et selon la répartition fonctionnelle qu'il fixe, de la collecte unique et de la tenue à jour des données visées à l'article 6.»[2] .

Il résulte de cette disposition que le Roi doit, de manière globale et dans le respect des formalités préalables prévues, définir qui collecte et tient à jour quelles données et pour quelles catégories d'entreprises.

Or, il n'existe encore aucun projet d'arrêté royal en ce sens, la commission de coordination n'étant elle-même pas installée.

L'article 9 en projet est, dès lors, prématuré, en tant qu'il contient des règles qui anticipent sur ce qui doit être préalablement déterminé par l'arrêté royal visé à l'article 7 de la loi du 16 janvier 2003. Ces règles doivent donc être omises du projet d'arrêté.

Une observation analogue doit être formulée pour les articles 5 et 19 du projet d'arrêté.".

Depuis cet avis 34.896/2, un projet d'arrêté royal "portant désignation des autorités, administrations et services chargés, en ce qui concerne certaines catégories d'entreprises, de la collecte unique et de la tenue à jour des données visées à l'article 6 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions", ayant pour fondement l'article 7 de la loi du 16 janvier 2003, précitée, a été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat et a fait l'objet de l'avis 35.253/1, donné le 27 mai 2003. Ce projet d'arrêté royal ne charge cependant ni le notaire instrumentant ni le greffe du tribunal de commerce d'une quelconque tâche en matière d'inscription des sociétés dans le registre des personnes morales de la Banque-Carrefour des Entreprises.

---

(2) Les données visées à l'article 6 sont les données à mentionner lors de l'inscription d'une entreprise dans la Banque-Carrefour des Entreprises. L'on relève que les données énumérées par l'article 9, § 1er, en projet, qui doivent être mentionnées lors de "l'immatriculation", ne recouvrent qu'une partie de celles visées à l'article 6 de la loi du 16 janvier 2003. Font ainsi défaut les données suivantes : "la situation juridique" de l'entreprise (article 6, § 1er, 4°), "les activités économiques exercées par l'entreprise" (article 6, § 1er, 7°) et "la mention des autorisations et licences dont dispose l'entreprise ou les qualités pour lesquelles cette dernière est connue auprès des différentes autorités, administrations et services" (article 6, § 1er, 9°).

Dès lors, si le projet d'arrêté royal précité n'est pas complété par une disposition spécifique habilitant le notaire instrumentant et le greffe du tribunal de commerce à intervenir dans la procédure d'inscription des sociétés dans le registre des personnes morales de la Banque-Carrefour des Entreprises, l'article 4 du présent projet d'arrêté qui prévoit leur intervention dans cette procédure d'inscription doit être omis tandis que l'article 5 ainsi que les formules (les formulaires ?) I et II annexées au présent projet d'arrêté, doivent être adaptés.

Par contre, si le projet d'arrêté royal précité est complété par la disposition spécifique susmentionnée, l'auteur du présent projet d'arrêté royal doit alors tenir compte de l'article 6, § 1er, de la loi du 16 janvier 2003, précitée, qui énumère limitativement les données à mentionner lors de l'inscription d'une personne morale dans la Banque-Carrefour des Entreprises. Envisagé sous cet angle, l'article 9, § 1er, alinéa 2, en projet, pose deux problèmes :

- d'une part, il omet de mentionner certaines données visées à l'article 6, § 1er, de la loi du 16 janvier 2003, précitée. Il en est ainsi de la désignation précise des adresses des différentes unités d'établissement en Belgique (article 6, § 1er, 2°), de la situation juridique de l'entreprise (article 6, § 1er, 4°), des données d'identification des fondateurs (article 6, § 1er, 6°), des activités économiques exercées par l'entreprise (article 6, § 1er, 7°), de la mention des autorisations et licences dont dispose l'entreprise ou les qualités pour lesquelles cette dernière est connue auprès des différentes autorités, administrations et services (article 6, § 1er, 9°) et des références aux documents concernant la personne morale déposés aux greffes des tribunaux ainsi qu'aux comptes annuels et aux bilans déposés à la Banque nationale de Belgique (article 6, § 1er, 10°);

- d'autre part, la question se pose de savoir si la mention des données visées à l'article 9, § 1er, alinéa 2, 4°, 10° et 11°, en projet, est pertinente. En effet, ces données figurent dans l'extrait de l'acte constitutif de la personne morale qui doit être déposé au greffe du tribunal de commerce conformément aux articles 69 et 70 du Code des sociétés et, en vertu de l'article 6, § 1er, 10°, de la loi du 16 janvier 2003, précitée, l'inscription doit contenir les références à ce document tandis qu'il s'impose évidemment, conformément à l'esprit de la loi du 16 janvier 2003, précitée, qui prévoit une collecte unique de données relatives aux personnes morales, qu'un accès à ces données soit garanti par le biais de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Observations particulières

Préambule

A l'alinéa 1er, il convient de mentionner que les articles 67 et 84 du Code des sociétés ont été modifiés respectivement par les articles 64 et 66 de la loi du 16 janvier 2003, précitée. Il convient également de viser les articles 101 et 102 du Code des sociétés qui constituent le fondement légal des articles 12 à 18 du projet d'arrêté.

A l'alinéa 3, comme la section de législation l'a observé dans son avis 34.896/2, précité,

> "(...) il importe que l'auteur du projet identifie clairement dans le préambule du projet d'arrêté toutes les dispositions autres que les articles 64 et 66 de la loi du 16 janvier 2003, précitée, qui seraient susceptibles de constituer le fondement légal de celui-ci.".

Dispositif

Article 6

1. A l'article 11, en projet, les nouvelles formules (formulaires ?) annexées au projet d'arrêté examiné qui sont destinées à remplacer les formules actuelles de l'arrêté du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, doivent faire l'objet d'une disposition expresse prévoyant ce remplacement.

2. En outre, ces nouvelles formules (formulaires ?) doivent être jointes sous forme d'annexes au projet d'arrêté. Lorsqu'il y en a plusieurs, chaque annexe doit porter un numéro d'identification dans la disposition en projet qui en fait mention ("annexe A au présent arrêté"). Toute annexe doit également porter la mention qu'elle constitue une annexe à l'arrêté avec indication de son intitulé ("Annexe A à l'arrêté royal du ... relatif ... : Formulaire I de demande d'immatriculation et de publication dans les annexes du Moniteur belge").

Les annexes doivent porter, in fine, la mention : "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ... relatif à ..." et être revêtues des mêmes date et signature que celles figurant sur le texte auquel elles sont annexées.

Article 7

Dans l'article 12, § 2, en projet, les références faites à des subdivisions de l'article 11 sont peu claires, voire inexactes. Elles doivent être revues.

Article 13

Dans l'article 175, § 1er, alinéa 1er, en projet, les mots "les sociétés et les entreprises" doivent être remplacés par les mots "les personnes morales", de manière à assurer une terminologie uniforme dans l'ensemble du texte en projet.

Article 17

En vertu de l'article 180, § 2, en projet, la Banque nationale de Belgique est chargée de transmettre la mention du dépôt des pièces "à la diligence de la Banque-Carrefour des Entreprises, à la direction du Moniteur belge, qui publie cette mention conformément à l'article 73 du Code des sociétés".

La question se pose de savoir si cet article vise indirectement à charger la Banque nationale de Belgique de communiquer à la Banque-Carrefour des Entreprises des données qui y seront enregistrées. Si telle est l'intention de l'auteur du projet, il convient d'attirer son attention sur le fait que cette mission ne peut être attribuée à la Banque nationale de Belgique que sur la base de l'article 7 de la loi du 16 janvier 2003, précitée, ce qui nécessiterait dès lors une adaptation préalable du projet d'arrêté royal qui fait l'objet de l'avis 35.253/1, précité.

Article 19

Cet article modifie l'article 3 de l'arrêté royal du 18 août 1964 relatif à la mise en vigueur et à l'exécution des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964. Cette modification ne tient cependant pas compte de l'existence d'un projet d'arrêté royal "relatif à l'inscription des entreprises commerciales et artisanales dans la Banque-Carrefour des Entreprises" faisant l'objet de l'avis 35.508/1, donné le 27 mai 2003. L'article 9, 1°, de ce projet d'arrêté royal abroge, au 1er juillet 2003, l'arrêté royal du 18 août 1964 , précité. Il convient, dès lors, d'omettre l'article 19 du présent projet d'arrêté.

Article 20

Cet article doit être complété par la mention de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté.

A cet égard, il y a lieu de tenir compte de l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 15 mai 2003 fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 16 janvier 2003, précitée. En vertu de cet article, les articles 64 et 66 de la loi du 16 janvier 2003, précitée, qui modifient respectivement les articles 67, § 2 et 84, § 2, du Code des sociétés, entrent en vigueur le 1er juillet 2003. C'est donc en principe cette date qui doit être mentionnée.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Onderzoek van het ontwerp

Algemene opmerking

Het ontwerp van koninklijk besluit dat voor advies aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd is nagenoeg gelijk aan het ontwerp dat onderzocht is in advies 34.896/2, uitgebracht op 17 februari 2003 [1]. In dat advies heeft de afdeling Wetgeving onder meer het volgende opgemerkt :

"2. Een aantal bepalingen van het ontwerp zijn hoe dan ook voorbarig.

2.1. Het ontworpen artikel 9, § 1 (artikel 4 van het ontwerpbesluit), voorziet in het geval dat een rechtspersoon nog niet ingeschreven is ("immatriculée" in de Franse lezing van het ontwerp) in de Kruispuntbank van Ondernemingen en voor de eerste maal een akte, een uittreksel van een akte, een proces-verbaal of een stuk indient om te worden gevoegd in het dossier dat wordt bijgehouden ter griffie van de rechtbank van koophandel (waarvan sprake is in het ontworpen artikel 2). In dat geval bepaalt het ontworpen artikel 9, § 1 :

- welke gegevens moeten worden vermeld bij de inschrijving;

- dat de instrumenterende notaris of, indien er geen is, de griffie van de rechtbank van koophandel de rechtspersoon moet inschrijven in het rechtspersonenregister van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Voorts bepaalt het ontworpen artikel 9, § 3, dat de laatstgenoemden de wijzigingen in de opgetekende gegevens moeten inschrijven.

---

(1) Alleen zijn in de Franse tekst van artikel 4 van het ontwerp (ontworpen artikel 9) de woorden "immatriculation" en "est immatriculée" vervangen door de woorden "inscription" en "est inscrite".

Uit het oogpunt van die aspecten moet het ontworpen artikel 9 onderzocht worden in het licht van artikel 7 van de wet van 16 januari 2003. Dat artikel schrijft voor :

«Na advies van de in artikel 26 bedoelde coördinatiecommissie, wijst de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de overheden, administraties en diensten aan die, betreffende de categorieën van ondernemingen die Hij aanduidt en volgens de functionele verdeling die Hij vastlegt, belast zijn met de eenmalige inzameling en het actualiseren van de gegevens bedoeld in artikel 6» [2].

Uit die bepaling volgt dat de Koning in globo en met inachtneming van de voorgeschreven voorafgaande vormvereisten moet bepalen welke gegevens worden verzameld en bijgehouden, door wie zulks wordt gedaan en voor welke categorieën van ondernemingen.

Er bestaat evenwel nog geen ontwerp van koninklijk besluit in die zin, te meer daar de coördinatiecommissie zelf nog niet is geïnstalleerd.

Het ontworpen artikel 9 is derhalve voorbarig in zoverre het regels bevat die vooruitlopen op wat vooraf moet worden bepaald bij het koninklijk besluit waarvan sprake is in artikel 7 van de wet van 16 januari 2003. Die regels moeten dan ook uit het ontwerpbesluit worden weggelaten.

Een soortgelijke opmerking moet worden gemaakt in verband met de artikelen 5 en 19 van het ontwerpbesluit.".

Na dat advies 34.896/2 is een ontwerp van koninklijk besluit "houdende aanwijzing van de overheden, administraties en diensten die, betreffende bepaalde categorieën van ondernemingen, belast zijn met de eenmalige inzameling en het actualiseren van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 16 januari 2003 houdende oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, modernisering van het handelsregister, oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen", waarvan artikel 7 van de genoemde wet van 16 januari 2003 de rechtsgrond is, voor advies voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State en onderzocht in advies 35.253/1, dat op 27 mei 2003 is uitgebracht. In dat ontwerp van koninklijk besluit

---

(2) De gegevens waarvan sprake is in artikel 6 zijn die welke moeten worden vermeld bij de inschrijving van een onderneming in de Kruispuntbank van Ondernemingen. Op te merken valt dat de gegevens opgesomd in het ontworpen artikel 9, § 1, die vermeld moeten worden bij de inschrijving, slechts gedeeltelijk samenvallen met die waarvan sprake is in artikel 6 van de wet van 16 januari 2003. In het ontwerp worden met name niet vernoemd : "de rechtstoestand" van de onderneming (artikel 6, § 1, 4°), "de door de onderneming uitgeoefende economische activiteiten"(artikel 6, § 1, 7°) en "de aanduiding van de toelatingen en vergunningen waarover de onderneming beschikt of de hoedanigheden waaronder deze gekend is bij de verschillende overheden, administraties en diensten" (artikel 6, § 1, 9°).

.../...

wordt echter noch de instrumenterende notaris noch de griffie van de rechtbank van koophandel belast met enige taak betreffende de inschrijving van vennootschappen in het rechtspersonenregister van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Indien bijgevolg het genoemde ontwerp van koninklijk besluit niet aangevuld wordt met een specifieke bepaling waarbij de instrumenterende notaris en de griffie van de rechtbank van koophandel gemachtigd worden op te treden in de procedure voor de inschrijving van vennootschappen in het rechtspersonenregister van de Kruispuntbank van Ondernemingen, moet artikel 4 van het onderhavige ontwerpbesluit, waarin sprake is van het optreden van die instanties in die inschrijvingsprocedure, vervallen, en moeten artikel 5 en de formulieren I en II gevoegd bij het onderhavige ontwerpbesluit worden aangepast.

Indien daarentegen het genoemde ontwerp van koninklijk besluit wordt aangevuld met de bovengenoemde specifieke bepaling, moet de steller van het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit rekening houden met artikel 6, § 1, van de genoemde wet van 16 januari 2003, waarin een beperkende opsomming wordt gegeven van de gegevens die vermeld moeten worden bij de inschrijving van een rechtspersoon in de Kruispuntbank van Ondernemingen. Uit dat oogpunt doet het ontworpen artikel 9, § 1, tweede lid, twee problemen rijzen :

- enerzijds wordt verzuimd daarin bepaalde gegevens genoemd in artikel 6, § 1, van de genoemde wet van 16 januari 2003 te vermelden. Dat is bijvoorbeeld het geval voor de nauwkeurige aanduiding van de adressen van verschillende vestigingseenheden in België (artikel 6, § 1, 2°), de rechtstoestand van de onderneming (artikel 6, § 1, 4°), de identificatiegegevens van de oprichters (artikel 6, § 1, 6°), de economische activiteiten uitgeoefend door de onderneming (artikel 6, § 1, 7°), de aanduiding van de toelatingen en vergunningen waarover de onderneming beschikt of de hoedanigheden waaronder deze gekend is bij de verschillende overheden, administraties en diensten (artikel 6, § 1, 9°) en de verwijzingen naar de bij de griffies van de rechtbanken neergelegde stukken van de rechtspersonen en naar de jaarrekeningen en balansen neergelegd bij de Nationale Bank van België (artikel 6, § 1, 10°);

- anderzijds rijst de vraag of de vermelding van de gegevens genoemd in het ontworpen artikel 9, § 1, tweede lid, 4°, 10° en 11° relevant is. Die gegevens staan

immers in het uittreksel van de oprichtingsakte van de rechtspersoon dat overeenkomstig de artikelen 69 en 70 van het Wetboek van vennootschappen ter griffie van de rechtbank van koophandel moet worden neergelegd, en, krachtens artikel 6, § 1, 10°, van de genoemde wet van 16 januari 2003 moet de inschrijving de verwijzingen naar dat stuk omvatten, waarbij uiteraard, overeenkomstig de geest van de genoemde wet van 16 januari 2003 die voorziet in een eenmalige inzameling van gegevens betreffende de rechtspersonen, de toegang tot die gegevens gewaarborgd moet worden via de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het eerste lid behoort te worden vermeld dat de artikelen 67 en 84 van het Wetboek van vennootschappen respectievelijk bij de artikelen 64 en 66 van de genoemde wet van 16 januari 2003 gewijzigd zijn. Ook moeten de artikelen 101 en 102 van het Wetboek van vennootschappen worden vermeld, die de rechtsgrond vormen van de artikelen 12 tot 18 van het ontwerpbesluit.

Wat het derde lid betreft, moet, zoals de afdeling Wetgeving heeft opgemerkt in haar eerder genoemde advies 34.896/2,

> "(...) de steller van het ontwerp in de aanhef van het ontwerpbesluit duidelijk alle overige bepalingen aangeven die benevens de artikelen 64 en 66 van de voornoemde wet van 16 januari 2003 de rechtsgrond van het besluit kunnen vormen".

Dispositief

Artikel 6

1. In het ontworpen artikel 11 moet een bepaling worden opgenomen waarin uitdrukkelijk wordt gesteld dat de nieuwe formulieren die bij het voorliggende ontwerpbesluit zijn gevoegd de huidige formulieren van het besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen vervangen.

2. Bovendien moeten die nieuwe formulieren in de vorm van bijlagen bij het ontwerpbesluit worden gevoegd. Wanneer er meer dan één formulier is, moet iedere bijlage in de ontworpen bepaling waarin ze wordt vermeld met een nummer aangeduid worden ("bijlage A bij dit besluit"). Op iedere bijlage moet ook vermeld worden dat ze een bijlage vormt bij het besluit met opgave van het opschrift daarvan ("Bijlage A bij het koninklijk besluit van ... betreffende ... : Aanvraagformulier I tot inschrijving en tot bekendmaking in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad").

Aan het einde van de bijlagen moet het volgende worden vermeld : "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... betreffende ...", en ze moeten voorzien worden van dezelfde datum en handtekening als die welke op de regeling staan waarbij ze gevoegd worden.

Artikel 7

In het ontworpen artikel 12, § 2, zijn de verwijzingen naar de onderverdelingen van artikel 11 onnauwkeurig en zelfs verkeerd. Ze moeten worden herzien.

Artikel 13

In het ontworpen artikel 175, § 1, eerste lid, moeten de woorden "de vennootschappen en de ondernemingen" vervangen worden door de woorden "de rechtspersonen", met het oog op het gebruik van een eenvormige terminologie in de hele ontworpen regeling.

Artikel 17

Krachtens het ontworpen artikel 180, § 2, is de Nationale Bank van België ermee belast de mededeling van de neerlegging van de stukken "door toedoen van de Kruispuntbank van Ondernemingen, (over te zenden) aan het bestuur van het Belgisch Staatsblad, dat deze mededeling bekendmaakt overeenkomstig artikel 73 van het Wetboek van de vennootschappen".

De vraag rijst of het de bedoeling is met dit artikel onrechtstreeks de Nationale Bank van België op te dragen aan de Kruispuntbank van Ondernemingen gegevens mee te delen die daar geregistreerd zullen worden. Indien dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp moet diens aandacht erop worden gevestigd dat die opdracht alleen op grond van artikel 7 van de genoemde wet van 16 januari 2003 aan de Nationale Bank van België kan worden toegekend, wat bijgevolg eerst een aanpassing vergt van het ontwerp van koninklijk besluit dat onderzocht is in het genoemde advies 35.253/1.

Artikel 19

Dit artikel wijzigt artikel 3 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1964 betreffende het inwerking stellen en de uitvoering van de op 20 juli 1964 gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister. Die wijziging houdt evenwel geen rekening met het ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inschrijving van handels- en ambachtsondernemingen in de Kruispuntbank van Ondernemingen" dat onderzocht is in advies 35.508/1, uitgebracht op 27 mei 2003. Artikel 9, 1°, van dat ontwerp van koninklijk besluit heft met ingang van 1 juli 2003 het genoemde koninklijk besluit van 18 augustus 1964 op. Artikel 19 van het onderhavige ontwerpbesluit moet bijgevolg vervallen.

Artikel 20

Dit artikel moet worden aangevuld met de vermelding van de datum van inwerkingtreding van het besluit.

Wat dat betreft dient rekening te worden gehouden met artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 15 mei 2003 tot bepaling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de genoemde wet van 16 januari 2003. Krachtens dat artikel treden de artikelen 64 en 66 van de genoemde wet van 16 januari 2003, waarbij respectievelijk de artikelen 67, § 2, en 84, § 2, van het Wetboek van vennootschappen worden gewijzigd, in werking op 1 juli 2003. Bijgevolg moet in principe die datum vermeld worden.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
de Heren		kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'Etat,
Mesdames	M. BAGUET,	staatsraden,
Mevrouwen		
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier assumé,
		toegevoegd griffier.

La note du Bureau de coordination a été présentée par M. P. BROUWERS, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

De kamer was samengesteld uit

De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS